

ATTENDU QUE, suivant l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi des subventions (R.R.Q., 1981, c. A-6, r. 22), édicté en vertu de l'article 49 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6), tout octroi ou toute promesse de subvention doit être soumis à l'approbation préalable du gouvernement lorsque le montant de cet octroi est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QUE le montant de la subvention du gouvernement du Québec à l'OFQJ sera de 2 000 000 \$ pour l'exercice financier 1998-1999;

ATTENDU QUE l'exercice financier de l'OFQJ correspond à l'année civile;

ATTENDU QUE depuis 1991, l'OFQJ reçoit la subvention gouvernementale annuelle en deux versements;

ATTENDU QU'en janvier 1998 et conformément au décret 689-97 du 21 mai 1997, une somme de 261 700 \$ a été versée à l'OFQJ à même les crédits 1997-1998 du ministère des Relations internationales, constituant ainsi le premier versement de la subvention gouvernementale à l'OFQJ pour l'exercice financier débutant le 1<sup>er</sup> janvier 1998;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Relations internationales:

QUE soit approuvé le versement d'une somme de 1 738 300 \$ à l'OFQJ à même les crédits du ministère des Relations internationales pour l'année 1998-1999, comme deuxième versement de la subvention pour l'exercice financier 1998 de l'OFQJ afin de constituer la subvention totale de 2 000 000 \$;

QU'une somme de 261 700 \$ soit versée, à même les crédits du ministère des Relations internationales pour l'exercice financier 1998-1999, au début de l'année civile 1999, comme premier versement de la subvention gouvernementale pour l'exercice financier 1999 à l'OFQJ.

*Le greffier du Conseil exécutif  
par intérim,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30085

Gouvernement du Québec

## **Décret 652-98, 13 mai 1998**

CONCERNANT une modification au décret 108-98 du 28 janvier 1998

ATTENDU QU'en vertu du décret 108-98 du 28 janvier 1998, concernant l'autorisation pour Hydro-Québec de construire des infrastructures et des équipements dans les régions administratives de la Montérégie, de l'Outaouais, de Montréal et de Québec, Hydro-Québec est autorisée à construire la ligne 735 kV Hertel — Des Cantons et le poste Montérégie (Saint-Césaire) à 735 kV — 230 kV;

ATTENDU QUE la construction de la ligne à 735 kV Hertel — Des Cantons se déroulera en trois phases:

- Phase I, ligne à 735 kV Des Cantons — Saint-Césaire
- Phase II, ligne à 735 kV Saint-Césaire — Hertel
- Phase III, poste Montérégie (Saint-Césaire) à 735 kV — 230kV/120kV;

ATTENDU QUE, pour assurer l'exploitation de la ligne Des Cantons — Saint-Césaire à compter de l'hiver 1998-1999 (phase I), les travaux de construction doivent débiter au cours de l'été 1998;

ATTENDU QU'il y a lieu de supprimer, à l'égard de la phase I, l'autorisation donnée de construire la ligne à 735 kV Hertel — Des Cantons et le poste Montérégie (Saint-Césaire) à 735 kV — 230 kV;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le décret 108-98 du 28 janvier 1998, par le remplacement du paragraphe 1 du premier alinéa du dispositif, par le suivant:

«1. Phases II et III de la ligne 735 kV Hertel — Des Cantons et du poste Montérégie (Saint-Césaire) à 735 kV — 230 kV/120 kV:

— Phase II, ligne reliant le poste Saint-Césaire au poste Hertel;

— Phase III, poste Montérégie (Saint-Césaire) à 735 kV — 230 kV/120 kV;»;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État des Ressources naturelles et ministre des Ressources naturelles:

QUE soit modifié le décret 108-98 du 28 janvier 1998, concernant l'autorisation pour Hydro-Québec de construire des infrastructures et des équipements dans les régions administratives de la Montérégie, de l'Outaouais,

de Montréal et de Québec, par le remplacement du paragraphe 1 du premier alinéa du dispositif, par le suivant:

«1. Phases II et III de la ligne 735 kV Hertel — Des Cantons et du poste Montérégie (Saint-Césaire) à 735 kV — 230 kV/120 kV:

— Phase II, ligne reliant le poste Saint-Césaire au poste Hertel;

— Phase III, poste Montérégie (Saint-Césaire) à 735 kV — 230 kV/120 kV;».

*Le greffier du Conseil exécutif  
par intérim,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30077

Gouvernement du Québec

### **Décret 653-98, 13 mai 1998**

CONCERNANT la construction de la ligne de transport d'électricité à 735 kV Des Cantons — Saint-Césaire

ATTENDU QU'en vertu de l'article 29 de la Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., c. H-5), la construction d'immeubles par Hydro-Québec doit être préalablement autorisée par le gouvernement dans les cas qu'il détermine;

ATTENDU QUE le décret 554-81 du 25 février 1981, concernant la construction d'immeubles par Hydro-Québec prévoit, au paragraphe *d* du premier alinéa du dispositif, que la construction par Hydro-Québec d'une ligne de transport et de répartition d'énergie électrique d'une tension nominale égale ou supérieure à 120 kV sur une distance de plus de deux kilomètres doit être préalablement autorisée par le gouvernement;

ATTENDU QU'il y a lieu de ne pas soumettre la construction de la ligne de transport d'électricité à 735 kV reliant le poste Des Cantons au poste de Saint-Césaire (phase I de la construction de la ligne à 735 kV Hertel — Des Cantons) à l'autorisation préalable du gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État des Ressources naturelles et ministre des Ressources naturelles:

QUE la construction de la ligne de transport d'électricité à 735 kV reliant le poste Des Cantons au poste Saint-Césaire (phase I de la construction de la ligne à

735 kV Hertel — Des Cantons) ne soit pas assujettie à l'autorisation du gouvernement.

*Le greffier du Conseil exécutif  
par intérim,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30089

Gouvernement du Québec

### **Décret 654-98, 13 mai 1998**

CONCERNANT une entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada relative à l'échange réciproque d'informations dans le domaine minier

ATTENDU QUE le ministère des Ressources naturelles a besoin de recueillir et de vérifier des renseignements et des documents pour émettre des avis de cotisation exacts aux exploitants miniers;

ATTENDU QUE le ministère du Revenu national recueille et vérifie lui aussi des renseignements et des documents pour émettre des avis de cotisation aux exploitants miniers;

ATTENDU QUE l'échange réciproque d'informations entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada permettra d'augmenter la quantité d'informations recueillie, de comparer l'information, de diminuer le temps consacré à la cueillette et à la vérification de l'information relativement à des entreprises qui fournissent des renseignements à la fois au gouvernement du Québec et au gouvernement du Canada;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 80.5 de la Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., c. D-15), le ministre des Ressources naturelles peut, malgré l'article 80.2 de cette loi et l'article 23 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1) conformément à la loi et sur une base de réciprocité, conclure avec un gouvernement au Canada une entente pour l'échange de renseignements ou de documents obtenus en vertu d'une loi qui impose des droits, redevances ou impôts;

ATTENDU QUE cet accord constitue une entente intergouvernementale au sens de l'article 3.7 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);